

N'OUBLIONS PAS LES PLUS PAUVRES !

Voici notre appel à tous les candidats à l'élection présidentielle de 2017.

29 mars 2017

Monsieur Jean-Luc Mélenchon,

Dans votre programme, vous dites vouloir « tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du Revenu National Brut au budget de l'aide publique au développement » et « Construire une alliance stratégique avec les pays engagés dans la défense de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne et promouvoir des accords de solidarité et de coopération respectueux du droit à la souveraineté alimentaire ». Nous vous encourageons vivement à tenir ces positionnements.

Nous nous réjouissons des avancées obtenues par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans la lutte contre la pauvreté, et de la continuité apportée par les Objectifs de Développement Durable (ODD). Mais nous constatons que les politiques publiques françaises, européennes et internationales sont encore insuffisantes pour faire face aux défis, aux crises politique, économique, sociale et écologique auxquelles la planète et ses habitants sont confrontés et dont les conséquences sont dramatiques pour les plus vulnérables.

Nous nous associons aux propositions apportées par d'autres acteurs de la solidarité internationale et, à leurs côtés, nous souhaitons que **la France soit un exemple et une voix forte au sein de l'Union Européenne et sur la scène internationale pour la défense des plus pauvres et pour la réalisation des ODD.**

En tant que protestants, enracinés dans la Bible, **nous attachons de l'importance à la générosité, l'intégrité, le sens des responsabilités, le respect – notamment de l'environnement – et l'accueil des populations fragilisées.** Nous œuvrons également de notre côté pour que nos propres comportements soient cohérents avec ces valeurs. Aussi nous vous encourageons à vous les approprier et à les défendre dans votre programme politique en suivant les propositions ci-jointes.

Nous vous remercions de votre engagement à servir le bien commun en étant candidat aux plus hautes fonctions politiques. Nous souhaitons **que le futur Président de la République se donne l'ambition d'une France et d'un monde plus justes, durables et solidaires.**

Nous nous tenons à votre disposition pour toutes informations complémentaires. En vous remerciant de l'attention que vous porterez aux plus démunis pour défendre leurs droits, nous vous prions d'agréer, Monsieur Mélenchon, l'expression de nos respectueuses salutations.

Claire Balverde, coordinatrice de Michée France
avec le soutien de la FPF, du CNEF et du SEL





QUI SOMMES-NOUS ?

Michée est une campagne internationale lancée en 2004 par l'Alliance Évangélique Mondiale (600 millions de chrétiens représentés dans 128 nations) et le réseau Michée (601 organisations humanitaires protestantes évangéliques dans 86 nations) pour mobiliser le monde protestant contre la pauvreté (www.micahnetwork.org/fr). Cette campagne internationale s'organise en campagnes nationales, notamment en France, créée et hébergée par le Service d'Entraide et de Liaison (SEL), avec le soutien du Conseil National des Évangéliques de France (CNEF) et de la Fédération Protestante de France (FPF).

« On t'a fait connaître, ô homme, ce qui est bien ; et ce que l'Éternel demande de toi, c'est que tu pratiques la justice, que tu aimes la miséricorde, et que tu marches humblement avec ton Dieu. »
La Bible – Michée 6.8.



www.protestants.org



www.lecnef.org



Le SEL est une association protestante de solidarité internationale qui vise à améliorer les conditions de vie de personnes et de populations en situations de pauvreté dans les pays en développement (www.selfrance.org). Créé en 1980 par l'AEF (CNEF), le SEL héberge et soutient Michée depuis 2004.

5^{de} PROPOSITIONS de michée france



aux candidats aux élections de 2017

HONORER LES ENGAGEMENTS DE LA FRANCE ENVERS LES PAYS DU SUD.

Depuis l'an 2000 et à plusieurs reprises, la France a promis de consacrer 0,7% de son Revenu National Brut (RNB) à l'Aide publique au développement (APD). Or, non seulement la France n'a jamais honoré son engagement, mais depuis plusieurs années, l'APD française est en baisse ne représentant plus que 0,37% du RNB en 2015.

Nous vous encourageons vivement à publier un calendrier précis, dès l'automne 2017, pour atteindre cet objectif des 0,7% du RNB pour l'APD si possible en 2022.

L'Agence Française de Développement (AFD), établissement public responsable de mettre en œuvre la politique de coopération au développement de la France, finance principalement les pays à revenu intermédiaire sous forme de prêts au lieu de privilégier les dons et les subventions aux pays les plus pauvres.

Nous vous appelons donc à garantir que les interventions de l'AFD auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, en privilégiant les dons et les subventions, et en allouant au moins 50% de l'APD aux « Pays Moins Avancés » (PMA).

NOTRE ENGAGEMENT : De même, en tant que chrétiens protestants, nous nous engageons nous-mêmes à faire preuve de générosité en soutenant des actions de développement dans les pays les moins avancés.

ENCOURAGER L'INTÉGRITÉ DES ACTEURS POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Les scandales d'évasion et de fraude fiscales, tels que révélés par les Panama papers, Luxleaks ou encore Offshoreleaks, se multiplient. Si tous les États sont victimes de l'évasion fiscale, les pays les plus pauvres

sont en proportion les plus touchés avec une perte annuelle d'au moins 170 milliards de dollars de recettes fiscales. A titre de comparaison au niveau mondial, l'APD de 2014 s'élevait à 135,2 milliards de dollars. La Commission européenne évalue le manque à gagner sur les recettes de TVA en France à 32 milliards d'euros par an. Nous saluons les dernières avancées obtenues dans le dispositif de lutte contre la corruption et les paradis fiscaux, notamment par le G20, l'Union Européenne (UE) et l'OCDE ainsi que par le gouvernement français avec la loi Sapin 2 - tout en les considérant insuffisantes.

Nous vous stimulons à garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus grâce à un rapport public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales que la France a signées avec les pays en développement et par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, nous souhaitons vous voir renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, en ôtant l'exclusivité au Ministre des finances en matière d'ouverture de poursuites pénales.

NOTRE ENGAGEMENT : En cohérence avec cette requête, nous nous engageons à être des citoyens intègres en déclarant nos revenus et en payant nos impôts.

DÉVELOPPER DES COMPORTEMENTS ÉCONOMIQUES PLUS JUSTES

Quelques acteurs économiques (fabricants, distributeurs, négociants...) détiennent les chaînes de production mondiales exerçant une pression constante sur les prix d'achat des biens de consommation. La structuration des filières d'approvisionnement mondiales génère souvent des conditions de travail indécentes et des violations des droits humains .../...

ne permettant pas à tous les travailleurs de subvenir à leurs besoins fondamentaux ainsi qu'à ceux de leur famille.

Nous souhaitons que soient régulés, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud.

NOTRE ENGAGEMENT : En accord avec cette proposition, nous nous engageons à assumer nos propres responsabilités en orientant nos choix de consommation vers des produits respectueux des producteurs.

PROMOUVOIR UNE ÉCOLOGIE RESPONSABLE

4

Les populations les plus pauvres sont les premières victimes du changement climatique et des catastrophes naturelles qui en résultent (sécheresses, inondations, ouragans) alors qu'elles en sont les moins responsables et les moins préparées financièrement, techniquement et humainement à y faire face. L'Accord de Paris sur le climat vise à atteindre l'équilibre entre l'adaptation – renforcer les mécanismes de résilience et d'adaptation aux événements climatiques de ces populations – et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais, en 2015, la France n'a consacré que 19% de ses financements climat à l'adaptation, et seuls 4% sous forme de dons. Comme pour le reste de l'aide publique au développement, les financements climat français sont trop peu tournés vers les pays les plus pauvres et les populations les plus vulnérables.

Nous vous incitons à atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017. Dans ce but, nous soutenons aussi la transition énergétique.

NOTRE ENGAGEMENT : A vos côtés, nous nous engageons à être respectueux de l'environnement dans notre style de vie.

GARANTIR L'ACCUEIL DES PLUS VULNÉRABLES

5

Entre 2004 et 2014, le taux de pauvreté s'est élevé de 1,2 point et le nombre de pauvres a augmenté de 1,2 million pour atteindre le chiffre de 8,8 millions de personnes, soit 14,1 % de la population en France métropolitaine. Les plus touchés sont les chômeurs, puis les familles monoparentales et les enfants de moins de 18 ans faisant le plus souvent partie de

ménages composés de personnes actives, dont le taux de pauvreté est quasi- stable. Par ailleurs, en France, 9 millions de personnes et leur famille sont concernées par le handicap. Bien que représentant près de 15% de la population, elles sont trop souvent regardées à partir de leur seul handicap, sans considération pour leur richesse humaine. A la souffrance du handicap s'ajoutent alors l'exclusion, la peur, la pitié et la solitude. Or accueillir la fragilité permet aussi de construire une société plus fraternelle.

Nous vous exhortons à remettre les plus vulnérables au cœur du développement économique et social de nos territoires, de l'Europe et du monde, au cœur des débats et de la recherche de solutions. Leurs besoins d'intégration par l'accès aux soins, à l'éducation, à un travail stable, à un logement – plus qu'un simple hébergement – ne doivent pas être ignorés. Nous vous demandons de mettre la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et le chômage de longue durée au cœur de votre projet de société. Concernant les individus en situation de handicap, leurs familles doivent être formées et informées le plus tôt possible sur le handicap et les dispositifs, lieux et associations qui existent pour leur venir en aide.

Les drames migratoires qui ébranlent l'Europe ne peuvent rester sans réponse satisfaisante. Fuyant les guerres, les persécutions et la misère, des milliers de personnes risquent leur vie pour trouver refuge sur le territoire européen, notamment en France. L'Europe fuit son devoir d'assistance et de respect des droits fondamentaux de ces populations en obligeant des états tiers voisins ou d'origine des migrants ou réfugiés à soutenir ses choix de fermeture.

Nous vous encourageons vivement à avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection.

NOTRE ENGAGEMENT : Nous, protestants, nous nous engageons aussi à manifester l'hospitalité en accueillant chacun et, plus particulièrement, les plus vulnérables qu'ils soient sans domicile fixe, migrants, handicapés ou âgés.

**« Ce que l'Éternel demande de toi, c'est que tu pratiques la justice, que tu aimes la miséricorde et que tu marches humblement avec ton Dieu. »
La Bible – Michée 6.8**